

Analyses

Quand la colère des peuples réveille les grands prêtres de l'euro

mardi 26 novembre 2013

Lorsque le Titanic commença à couler, les passagers qui ne croyaient plus aux messages de la compagnie maritime se précipitèrent à bord des canots de sauvetage. Il en est ainsi aujourd'hui en Europe.



D'anciens partisans de la monnaie unique renient leur foi et clament qu'« *il faut se débarrasser de l'euro pour sauver l'Europe* ». Chacun de leurs témoignages est significatif, mais c'est surtout leur accumulation qui est révélatrice. Les plans « B » se multiplient, jusque dans les coulisses de l'Élysée, avec plus ou moins d'intelligence.

Fin du cauchemar

Voici – à tout néo-libéral tout demi-honneur – François Heisbourg qui nous propose [La fin du rêve européen](#). Il nous susurre que « *l'adoucissement éventuel de l'actuelle politique d'austérité conduite à l'échelle de la zone euro (...) ne règlera pas le problème fondamental de l'euro, qui est d'être la monnaie fédérale d'une union qui n'est pas une fédération* ». Grande découverte chez un homme qui était favorable à la monnaie unique ! Cependant, M. Heisbourg n'est pas n'importe qui, et c'est cela qui est significatif : président du conseil de l'Institut international des études stratégiques (IISS, siège à Londres et voix officieuse de l'OTAN), il est aussi conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique à Paris et membre prééminent du Centre de politique de sécurité de Genève. N'en jetez plus ! Et c'est cet apparatchik de la mondialisation qui écrit aujourd'hui : « *Les conditions même du sauvetage de l'euro aggravent les divergences entre les Etats membres de l'Union, nourrissent les populismes et le repli sur soi, et renforcent le rejet d'un rêve européen qui vire au cauchemar.* » Sa solution ? Une Europe davantage intégrée mais sacrifiant la monnaie unique. En fait, cela revient à rester sur le Titanic en jetant par-dessus bord la bouée de sauvetage dégonflée.

Steve Ohana, jeune professeur de finance, écrit de son côté dans son [Désobéir pour sauver l'Europe](#) : « *La France n'est pas l'homme malade de l'Europe. Elle est seulement malade de l'euro.* »

David Engels, professeur d'histoire romaine à l'Université libre de Bruxelles, nous propose [Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine. Analogies historiques](#). Il décrit bien l'absence d'interaction entre le citoyen et le pouvoir, à la fin de la République romaine comme aujourd'hui, et la perte de solidarité. Il cite Julien : « *A Rome si quelqu'un meurt, même les voisins ne le savent pas, dû à l'insatiabilité de ceux qui cherchent à gagner de l'argent, des postes et des honneurs.* » Le cadavre d'un Cambodgien retrouvé pendu huit ans après sa mort dans son appartement lui répond aujourd'hui... Cependant, si Engels montre bien l'analogie, la solution qu'il propose est désastreuse : « *Une Europe impériale modérée.* »

Défaillance morale

Un quatrième ouvrage, celui de l'économiste Robert Salais, décrit dans [Le viol d'Europe](#) la défaillance morale de responsables politiques qui sont tombés dans le piège de la servitude volontaire. Ses analyses précises et approfondies font que nous le citons ici (cf. encadré). Il défend une stricte séparation bancaire. Il montre bien comment l'actuel pouvoir européen tente d'empêcher que les peuples reprennent leur destin en mains « *en agitant le spectre nationaliste ou 'populiste', alors qu'il est en grande partie responsable et qu'il en a besoin comme adversaire commode* ». Il est conscient que « *le vrai enjeu n'est pas le repli nationaliste, mais la définition et la lutte pour une Europe qui privilégie le long terme, l'investissement productif, l'innovation, le travail créateur, une démocratie vivante, l'appui sur la liberté et l'engagement des Européens* ». Seulement voilà : il espère qu'on puisse y parvenir en construisant de vraies institutions fédérales et en conservant un euro réorienté vers le travail et le bien public. Cette reconversion, dans les conditions actuelles, est malheureusement un rêve qui ne peut que tourner au cauchemar. Il est triste que le meilleur analyste et le plus honnête ne puisse s'en départir.

Jean-Pierre Chevènement publie de son côté *1914-2004. L'Europe sortie de l'histoire*. Juste démarche, mais il manque l'essentiel : comment refonder l'Europe des patries par de grands projets basés sur les technologies les plus avancées.

La gauche a basculé à droite

Enfin, François Ruffin, dans *Fakir*, décortique bien le moment, il y a trente ans, où « *la gauche a basculé à droite* », une droite libérale et financière. Le 23 mars 1983, ce fut le tournant de la rigueur et d'une direction « Europe toute » qui en fut l'étape obligée. Ruffin nous rappelle que c'est en toute conscience que François Mitterrand, le 19 février, se disait partagé « *entre deux ambitions : celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale* ». Ici, tout est dit. Ou bien on continue dans cette voie suicidaire, François Hollande demeurant le témoin de Jacques Delors, ou bien nous en sortons. Il est plus que temps, car ce que ne disent pas tous les auteurs précités, c'est que nous suivons la voie d'une oligarchie qui mène au chaos social, à la destruction de la substance économique et, finalement et inéluctablement, à la guerre.

Jacques Cheminade

ENCADRÉ 1 : LE VIOL D'EUROPE

Voici des citations du remarquable livre de Robert Salais, Le viol d'Europe, paru en août 2013, qui témoignent de la lucidité d'un fédéraliste face à la tragédie d'une Europe qui se dévore elle-même.

« Les militants de l'Europe unie tentèrent, pendant la guerre et après 1945, de créer une Europe politique. Tout naturellement, car l'idée d'une Europe unie est, avant tout, politique au sens noble du terme. Pour échouer dès 1948 comme en témoigne le Congrès de La Haye : en bref, les peuples furent évacués de la scène, toute fondation de nature démocratique fut écartée, les gouvernements devinrent les acteurs, le metteur en scène du projet fut l'administration américaine, aidée par le gouvernement britannique. »

« Winston Churchill [à la conférence économique dite de Westminster, en 1950, Nde] (...) se réjouit que "*l'inspiration libérale*" se diffuse à travers l'Europe... »

« Une triple connotation politique se mêle au modèle économique : la première est l'espoir que l'accroissement régulier de la production et de la consommation par tête éloigne progressivement les peuples européens de leurs tentations révolutionnaires issues de l'entre-deux-guerres ou des mouvements de résistance nationaux et confine ces tentations aux extrêmes de l'échiquier politique. C'est une démocratie du consommateur dépolitisé qui est visée...

« La seconde est que l'intégration supranationale est quelque part "un état plus élevé [que l'Etat-nation] de l'organisation politique à laquelle l'espèce humaine est irréversiblement attirée de par le progrès de l'histoire" [Alan Milward] et donc qu'il est rationnel de s'y diriger.

« La troisième est que les pertes nécessaires de souveraineté doivent se faire au profit d'instances techniques, extérieures aux Etats et tenues à l'écart du débat politique »....

« La libéralisation des marchés est tout autre chose. Sa première étape est la réduction, puis la suppression des droits de douane... Ce fut, très précisément, le programme de long terme fixé dès 1956 par le marché commun. Son objectif ultime n'est pas la libération des échanges, mais l'instauration d'un marché parfait, d'un espace unifié où toute intervention des Etats est bannie. La libéralisation vise donc à instaurer la concurrence par les prix de tous contre tous selon la croyance en l'efficacité des marchés dans l'allocation optimale des ressources ; le consommateur-type visé est un consommateur indifférencié sans racines ni histoire. Sous couvert d'égalité, elle organise la domination des puissants en empêchant les faibles de protéger leur économie, toute protection étant qualifiée d'anticoncurrentielle. Sous d'autres formes, c'est la politique de la canonnière, chère à la colonisation, pour s'ouvrir des marchés et l'accès aux ressources. » (...)

« La libéralisation des marchés implique – et finit par en faire des conditions préalables – la convertibilité des monnaies nationales, puis l'instauration d'une monnaie unique et la libre circulation des capitaux et pas seulement celle des marchandises. Elle tend donc à dissoudre les identités économiques nationales pour leur substituer, dans le long terme, comme on le constate aujourd'hui, le marché total, et la réorganisation du monde sous la domination d'une oligarchie privée, économique et financière. »

« En prolongeant la métaphore, aux technocrates (la machinerie européenne) de construire l'édifice ; aux hommes politiques nationaux de s'en tenir à couper le ruban et inaugurer l'édifice, une fois celui-ci terminé ou après qu'il a atteint un degré irréversible d'achèvement. »

« De proche en proche, nous avons perdu, ainsi que les autres membres de l'UE, toute marge d'action économique... Les Etats, donc les peuples, sont frappés d'impuissance. »

« C'est la décision des socialistes et radicaux de gauche français, dont les dirigeants étaient favorables à l'intégration européenne, de joindre leurs voix à celle de la droite modérée et d'une partie des radicaux contre les gaullistes et les communistes qui permit finalement au marché commun d'exister. »

« L'Europe des Six tout au long des années 1960 et 1970 ne commit rien d'irréversible ni d'irréparable... Peu avait été fait dans la direction de la libéralisation des marchés et les Etats gardaient leurs instruments d'intervention (change, budget, fiscalité, droits de douane). C'est pourtant vers la libéralisation, y compris financière, donc vers le marché total que la construction européenne bascule dans les années 1980. »

« Confier aux gouverneurs des banques centrales d'Europe, comme le fit plus tard Jacques Delors, le soin de définir la future monnaie unique était le meilleur moyen pour qu'aucune considération ne soit accordée, ni à l'économie réelle, ni à la démocratisation des institutions européennes. La libéralisation financière fut assurée. »

« Les autorités européennes ont posé un diagnostic faux lors du lancement en mars 2010 d'un groupe de travail sur la gouvernance économique, animé par le nouveau président du Conseil, Hermann von Rompuy. L'accroissement de l'endettement des Etats membres a été imputé à leur violation des règles du Pacte de stabilité et de croissance alors qu'il est dû pour l'essentiel au sauvetage des banques... Le groupe absolvait ainsi les banques de toute responsabilité dans la crise. »

« Mario Draghi promet la 'réforme structurelle' permanente du marché du travail, visant à réduire à leur plus simple expression le droit du travail et les droits sociaux. »

ENCADRÉ 2 : NOTRE COMBAT CONTRE LA FAUSSE EUROPE

1986 : Acte unique européen (AUE). Notre campagne : « Acte unique, acte inique ! » Nous dénonçons le fait que l'AUE visait à supprimer toutes les barrières nationales existantes en termes de flux de capitaux et qu'ainsi, la dérégulation financière du Big Bang d'octobre 1986 ferait de Londres la probable capitale financière de la nouvelle Europe. Le crédit au niveau mondial serait désormais contrôlé par Londres, New York et Tokyo. L'AUE ne faisait qu'acter ce fait et garantissait que les nations d'Europe aient bien abandonné tout pouvoir de s'y opposer.

1992 : campagne contre le traité de Maastricht. Extrait d'un document de campagne : « Maastricht n'a pas de projet industriel ni culturel. C'est l'Europe des banques et de la monnaie, reposant sur une banque centrale européenne. Cette banque, aux attributions quasi illimitées, sera indépendante de tout pouvoir politique, contrairement à tout principe de démocratie républicaine. Maastricht est donc l'Europe faite par l'argent et pour l'argent, l'Europe de la rigueur et de l'austérité. »

2005 : campagne pour le « non » au Traité constitutionnel européen (TCE). Nos trois tracts, distribués à 250 000 exemplaires, dénonçaient cette Europe, « caricature obscène de notre rêve, une Europe soumission aux marchés financiers », la disparition de « l'économie sociale de marché » au profit « d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre », l'interdiction faite « à tout gouvernement national ou institution européenne de chercher à influencer la BCE », la soumission du « service public au primat des "règles de la concurrence" » et l'obligation en matière de défense de « respecter les obligations découlant du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) ». Surtout, ils dénonçaient le fait que « ce texte serait très difficile, voire pratiquement impossible à réviser, car il faudrait l'unanimité pour en sortir ». S&P est intervenu dans des centaines de réunions et de débats pour amener l'alternative.

2007-2009 : campagne contre « le coup d'Etat de Lisbonne ». Parmi les actions engagées, un appel au dépôt de plaintes devant la Cour européenne des Droits de l'homme, notamment sur la base que « le traité de Lisbonne est identique au Traité constitutionnel », déjà rejeté par deux pays, adopté par la voie parlementaire de peur que les peuples ne le rejettent par voie électorale.

2012 : Combat contre le Traité de stabilité, de coopération et de gouvernance (TSCG), avec un tract : Non au Pacte budgétaire : c'est la France et l'Europe qu'on assassine !

INTERVIEW : EURO, COMMENT SORTIR DE LA NASSE ?

Propos recueillis par Christine Bierre, rédactrice-en-chef de [Nouvelle Solidarité](#).

Christine Bierre : Jacques Cheminade, le rejet de l'euro et de l'Europe telle qu'elle est se répand de plus en plus vite dans notre pays. Comment sortir de cette nasse ?

Jacques Cheminade : Le 18 juin 1940, seule une très petite minorité de Français aurait soutenu le général de Gaulle. Cependant, il représentait la légitimité de notre histoire et de notre peuple. Vis-à-vis du simulacre d'Europe qu'on nous vend et de l'euro qu'on nous impose, le même argument de légitimité doit être évoqué. L'Europe de l'euro a été construite contre l'Etat-nation, sans la

participation des peuples ou des travailleurs. Elle n'est donc pas légitime. L'on nous fait croire que ce sont les nations qui sont un danger pour la paix, alors que ce sont les oligarchies financières qui les manipulent et les Empires qui les contrôlent. Sortir de la nasse, c'est commencer par désigner l'adversaire. La politique étrangère et économique de la France devrait être vouée, au nom d'une certaine idée qui a fait que nous soyons Français, à combattre cet adversaire au nom de la liberté et de l'émancipation des peuples. Alors tout redeviendrait clair. La nasse n'est pas juste celle de l'euro, utilisé comme vecteur de la libéralisation financière de l'Europe, c'est celle d'une Europe construite pour être asservie aux marchés financiers internationaux, donc au monde de la City et de Wall Street. Le rapport Spaak, dès 1956, est clairement un « script » britannique et deviendra la matrice de ce que nous subissons. La sortie de l'euro n'est donc pas une question de chiffres mais une question politique fondamentale.

Mais concrètement, comment faire ? Des poids lourds de la zone euro vont refuser de négocier. La France peut-elle sortir seule ?

Répétons-le, il faut clairement afficher le nom de l'ennemi principal et expliquer sa stratégie pour le battre. Cela revient à dire trois choses :

1. La sortie de l'euro n'est pas une chose en soi. Elle est nécessaire mais à condition d'afficher quelle politique on poursuivra grâce à la liberté retrouvée. Créer les conditions de la victoire, c'est d'abord inspirer.

Cette politique doit être une politique de libération nationale, nous libérant de l'oppression de l'oligarchie et de son système monétariste appuyé sur des mégabanes. Cela signifie remettre en place le système de stricte séparation entre activités de spéculation sur les marchés et activités de crédit à l'économie et à l'investissement productif. En s'appuyant sur une vraie banque de la nation, chef d'orchestre au centre du dispositif. L'Europe ne le permet pas, notamment l'article 123 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne ? Nos lois ne le permettent pas ? Il faut en changer pour sortir du tunnel sans issue dans lequel nous nous sommes engagés.

2. Pour faire quoi ? Un pari sur l'avenir. Fondé sur de grands projets de développement mutuel, des coopérations renforcées, des coopérations bilatérales productives, comme celles qui ont abouti à ces grands succès européens que sont l'Airbus, les fusées Ariane et l'Agence spatiale européenne, qui ne doivent rien à l'Europe de Bruxelles ni à l'euro. Il s'agit de mobiliser les technologies de pointe, en fonction de la densité de flux d'énergie et de savoir qui les portent. En clair, cela signifie le nucléaire de la quatrième génération et l'énergie de fusion, et non une transition énergétique basée sur de faibles densités d'énergie, ce qui serait désastreux pour la croissance réelle, la qualité du travail humain et l'environnement. Cela signifie sortir d'une économie du *low cost* et nous brancher sur la dynamique eurasiatique et transpacifique, avec toutes les ressources de notre recherche et de nos infrastructures humaines et physiques.

3. Ainsi, nous deviendrons convaincants pour les peuples européens. Il faut inlassablement proposer cette politique à l'Allemagne, en montrant que sortir de la monnaie unique par un passage à une monnaie commune est la condition qui nous permettra de faire avancer l'Europe ensemble, en brisant la tutelle des marchés contrôlés depuis la City, Wall Street et leurs paradis fiscaux.

La nation n'est pas une forteresse assiégée à l'intérieur de ses frontières, mais une médiation vers l'universel, allant hors et en avant d'elle-même. La France a dans son histoire cette conception de la nation, ni libérale ni populiste. C'est hors des griffes dans lesquelles nous sommes tombés que l'Europe pourra demain se construire. En rétablissant une politique de crédit à l'économie réelle, c'est-à-dire à la création humaine, et à toutes ses composantes sociales. Les socialistes, en particulier, qui ont rédigé en grande partie le programme des Jours heureux du Conseil national de la Résistance, devraient réfléchir à combien leur a coûté leur trahison et combien elle peut nous coûter bien davantage à tous, Européens et Français, si nous ne nous ressaisissons pas.
